FONCTION PUBLIQUE

la cgt FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX !

CGT SMAST, SNASS et TEFP

Commission administrative paritaire (CAP)
des attaché.e.s d'administration de l'Etat

Compte rendu des CAP du 28 mars 2019 et du 10 avril 2019

CAP d'installation du 28 mars 2019

Déclaration liminaire de la CGT (Lue par Olivier Roche)

Cette nouvelle mandature commence mal. Par une interprétation fallacieuse du décret du 28 mai 1982, Robert Gutierrez, attaché hors classe, secrétaire général du SMAST CGT et pilier de cette CAP (c'est lui qui m'a formé) s'est vu exclure de notre instance. Un recours au tribunal administratif de Paris a été déposé. Nous avons bien sûr toutes et tous une pensée pour lui.

Cette nouvelle mandature commence mal, en effet nous risquons de nous trouver face à un très gros problème lors de la prochaine vague de titularisations « Sauvadet ». L'intersyndicale CFDT-CGT du SDFE souhaite alerter les camarades élu.es et l'administration sur la situation extrêmement inquiétante en terme de risques psycho-sociaux de notre collègue Sarah Mantah, délégué départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes de l'Eure depuis le 1er juin 2009, ancienne contractuelle et actuellement attachée d'administration de l'État stagiaire suite au concours « Sauvadet ». Notre collègue, professionnelle reconnue et agente dévouée, enceinte de quelques mois, est victime de discrimination syndicale et d'agissement relevant du harcèlement de la part de son directeur par intérim. Le DGCS et le cabinet de la secrétaire d'État ont été alertés par l'intersyndicale du SDFE. Nous demandons la protection de Mme Mantah et son rattachement au préfet de l'Eure comme le prévoit l'instruction du gouvernement du 3 février 2017 relative à la politique des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes et à sa mise en œuvre dans les territoires.

Cette nouvelle mandature commence mal, l'ombre du projet de loi de transformation de la fonction publique plane sur notre instance. Présenté hier en conseil des ministres, il a reçu le même jour un avis favorable du Conseil d'État, alors que la veille l'Inspection générale des finances tirait à boulet rouge sur les fonctionnaires. On le sait depuis des semaines, le gouvernement veut recentrer les commissions administratives paritaires sur - je cite - « le champ disciplinaire et les situations individuelles les plus délicates ». Nous savons très bien que ce recentrage, et la réduction induite des attributions des CAP, n'est lancé que pour des raisons budgétaires pour les finances publiques. La défense des agents dans leur carrière, nomination, promotion, mobilité, etc. est le cadet des soucis de ce gouvernement. Sur ce point, le Conseil d'État souligne « l'importance de cette réforme » et dénonce « les insuffisances et les rigidités des modes de gestion des fonctionnaires de l'État". *Le Figaro* aussi se réjouit ! Je cite : « le pouvoir des CAP va être largement rogné » et « les syndicats vont voir leur influence diminuer »… Pour notre part, et je pense parler au nom de tous mes camarades

élu.es, et peut être même au nom de nos collègues de la DRH, nous avons toujours envisagé le service et la défense de tou.tes les agent.es, comme seule et unique ligne de conduite. A l'heure où les services RH sont partout en surchauffe, alors que le chaos se profile dans les régions avec la fusion des DDI, les menaces sur 50 000 fonctionnaires, la déconcentration de la gestion des RH, alors que de partout nous remontent des signaux négatifs sur la dégradation des conditions de travail et de carrière, la perte de contrôle des CAP, et je ne parle pas de la création l'instance unique, nous sommes extrêmement inquiets sur l'avenir de notre instance et des conséquences sur les agents, et l'égalité des droits.

Cette première séance avait pour objet de valider le règlement intérieur de la CAP pour cette nouvelle mandature. La CGT a demandé une suspension de séance. Les Organisations syndicales (OS), d'un commun accord, souhaitaient en effet apporter des modifications au projet de règlement intérieur (RI). Il semble en effet que l'administration anticipe la future loi dans sa proposition de RI qui constituait en l'état à une régression incontestable du dialogue social.

- Refus de l'administration de communiquer les informations essentielles à la défense des dossiers de mutations et promotions des agents (intitulé du poste, service de départ/arrivé, profil de carrière…)
- Refus de l'administration de s'engager sur des délais suffisants de communication des informations permettant de défendre efficacement les dossiers des agents
- Refus de prendre en charge de l'ensemble des élus ne permettant pas une représentation satisfaisante de nos champs ministériels

Le texte a commencé à être étudié point par point. Mais face au refus de l'administration de revenir sur des points fondamentaux de son projet, les élu.es ont donc décidé de quitter la séance.

Compte rendu de la séance du 10 avril 2019

Ouverture de la séance / déclarations liminaires et questions diverses

Déclaration liminaire de la CGT, soutenue par la CFDT et l'UNSA

Je serai bref ! Lors de la CAP d'installation nous vous avons interpellé sur le cas de Sarah Mantah, la DDDFE de l'Eure. Nous demandons la protection de Sarah Mantah, attachée stagiaire Sauvadet, enceinte, en risque RPS et dont nous craignons au vu des éléments que nous avons, que son DD par intérim ne refuse sa titularisation lors de la CAP de juin. Même un report de titularisation serait inacceptable. Nous demandons par ailleurs, avec elle, son rattachement au préfet de l'Eure comme le prévoit l'instruction du gouvernement du 3 février 2017 relative à la politique des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes et à sa mise en œuvre dans les territoires. Où en sommes-nous ?

Nous avons également été saisis de la situation de Leïla Louhibi, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité de la Sarthe, attachée d'administration de l'État. La situation est différente. Nous sommes devant un retrait d'emploi, suite à une nomination politique. Etes-vous au courant de cette situation ?

Dans les deux cas, souffrance et colère. J'ai ces deux attachées au téléphone régulièrement. L'une et l'autre, professionnelle reconnue, bien notées, ont le sentiment d'être victime d'une

terrible injustice. Elles sont la partie immergée de l'iceberg des problèmes rencontrées au sein du SDFE, nous connaissons d'autres situations préoccupante dans ce réseau. Et pire que tout, absence de réponse de l'administration. Jean-Philippe Vinquant, le DGCS et la cheffe du SDFE, ne répondent à aucune de nos interpellations. Ce mépris des organisations syndicales est effarant !

ASSEMBLEE PLENIERE (LES 3 GRADES)

Point n°1- Approbation du règlement intérieur

Règlement intérieur. L'administration propose aux OS un nouveau règlement intérieur qui nous a été transmis la veille. Ce texte est visiblement plus proche du RI de la précédente mandature. Le règlement est adopté. La CGT s'est abstenu.

Point n°2- Désignation des représentants à la commission de réforme

Olivier Roche (CGT), Thierry Catelan (UNSA), Cédric Chambon (CFDT) et Emeline Galabrun (CFDT) sont désigné.es représentant.es à la commission de réforme.

Point n°3 - Validation de la liste d'aptitude pour l'accès au corps d'attaché d'administration de l'Etat par voie d'examen professionnel – 2018

ABRAHAMS Sylvie, DJSCS La Réunion

AGUILAR Marie-Pierre, DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur-UD13

AHSSAINI Aziz, ARS Ile-de-France

AUBRY Jerome, DRDJSCS Provence-Alpes-Côte d'Azur

BELLAGOUNE Walid, DRJSCS NORMANDIE

BENHADDAD Malika, ARS Auvergne Rhône-Alpes

BOCQUET Nadine, ARS Ile-de-France

BORDERIES Françoise DREES

CAMANA PATAMA Jacques, DJSCS Guyane

CITTADINI Francoise, Détachée

CLEROUX Catherine, DRJSCS Occitanie

COISSARD Florence, DIRECCTE Auvergne Rhône-Alpes

CROCE Isabelle, ARS Nouvelle Aquitaine

DE OLIVEIRA Victor, DRDJSCS Nouvelle Aquitaine

DE SAINTE MARESVILLE Aline, DDCS du Nord

DECHAMPS Jessica, ARS Hauts-de-France

DÉJEAN Véronique, ARS Occitanie

DELAS Hélène, ARS Nouvelle Aquitaine

DESMAREST Brigitte, ARS Hauts-de-France

DIAS Virginie, DIRECCTE Centre-Val de Loire-UD45

DUQUESNE Christelle, ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

EL KHARBILI Nezha, DAJ

FEYDEL Jérôme, DRIHL
GENESTE Audrey, ARS Nouvelle Aquitaine
GIRARD Laurence, DDCS de la Vienne
GOMA Nadine, DDCSPP Corse (Bastia)
GUIOCHON Christelle, ARS Nouvelle Aquitaine
HÉBERT Laurent, DRDJSCS Normandie
HENAULT Alexandra, DDCS de la Somme
HILAIRE Vincent, DRJSCS Ile-de-France
JAHIER Serge, DDCSPP de l'Aveyron
JIVKOVITCH Jean-Michel, ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
JUSTAMAND François, DRH
KIRN Catherine, DRH
LE GUEN Guillaume, DDCSPP de l'Ille-et-Vilaine
LENORMAND Brigitte, DDCS de Seine-Maritime
LOPES Fabienne, DRDJSCS Provence-Alpes-Côte d'Azur
MAHI-MOUSSA Yasmina, DRJSCS Occitanie
MARTINON Lionel, DDCS de la Drôme
MERIGUET Nathalie, ARS Nouvelle-Aquitaine
MESLET Catherine, DDCS de la Seine-Saint-Denis
PHILIPPE Edith, DDCSPP de l'Yonne
POYER Ghislain, ARS Bourgogne Franche-Comté
REBOURS Jean-Sebastien, DDCS de l'Eure
REYNAUD Fanny, ARS Ile-de-France
RICHARD Jocelyne, DIRECCTE Auvergne Rhône-Alpes
ROLLAND Isabelle, ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
ROUXEL Anne-Charlotte, DIRECCTE Bretagne
SCHREIBER Marie-Bilytis, ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
SIRI Isabelle, DRDJSCS Bourgogne Franche-Comté
TAHRI Rachida, DIRECCTE Normandie-UD76
TONNEAU André, DFAS
TRIPONNEY Celine, DRDJSCS Bourgogne Franche-Comté
WEISSGERBER Julien, ARS Grand Est

Point n°3 bis Examen de la liste d'aptitude pour l'accès au corps d'attaché d'administration de l'Etat au choix - 2019

JACQUEMIN Carole	AC	DARES
LIAUME Martine	AC	DFAS
MEUNIER-NOIZET Céline	AC	Division Cabinets
GARCIA Annie AC	DREES	

LE MEUR Tania	AC	DRH
BRIAND Sylvie AC	DSI	
LE MANACH Yvan	AC	DSS
PEREIRA Céline	AC	IGAS
OLMOS Alain	AC DTAS	
AGARD Marie-Noëlle	ARS	Nouvelle Aquitaine
VAUBIEN Josette	ARS	Martinique
DOUCEN Chantal	ARS	Provence-Alpes-Côte d'Azur
MAUREL Hervé	ARS	Auvergne-Rhône-Alpes
MAGNETTE Michel	ARS	Grand Est
BRUNEL Fabienne	ARS	Bourgogne-Franche-Comté
PELLUCHON Carole	DIRECCTE	Centre Val-de-Loire
SOUBEIRAN Véronique	DIRECCTE	Pays de la Loire
ACHEUK Nora	DIRECCTE	Auvergne-Rhône-Alpes
VINCENT Thérèse-Marie	DRJSCS	Hauts-de-France
ANDRE Murielle	DRJSCS	Bretagne
DALLARD Brigitte	DRJSCS	Auvergne-Rhône-Alpes
PHELIPOT POURCEL Anne-Valérie	DRJSCS	Nouvelle Aquitaine
CATALAN Line	DRJSCS	Ile-de-France
BOUIN Murielle	DRJSCS	Centre-Val de Loire
BOSC Nadine	DRJSCS	Réunion
MARIOTTI Barbara	DRJSCS	Corse
PIERRON Catherine	DRJSCS	Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Les OS interviennent pour défendre un certain nombre de dossiers. Pour la CGT :

Françoise MARTIN (DSS) : mention très spéciale.
Marie-Carmen FERRER (ARS Occitanie) : mention très spéciale
Josette FONTAINE (DRJSCS Réunion) : mention très spéciale
Dominique SAULCY (ARS Occitanie) : mention spéciale
Gérard MANGENY (ARS Réunion) : mention spéciale
La CGT souhaiterait également mentionner pour l'année prochaine, David FLEURY (1er ARS Centre Val de Loire), Robert CIAN (3e DDC), Danièle CAMSUSOU-LADUGI (3e DRJSCS Occitanie).

Point n° 4 : Examen d'une titularisation dans le corps des attachés d'administration de l'Etat issu des IRA (régularisation)

WATTERLOT Sèverine, DRJSCS Hauts-de-France

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 1 (AAE + APAE)

Point n°5 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat

AIT-MOKRANE Nassim, CCAS d'Epernay, Attaché territorial , ARS Grand-Est
BEAUREGARD Jennifer, Conseil départemental Aude, Attaché territorial, DRDJSCS PACA
BILICI Maria, Ministère de la justice Directrice services greffe judiciaires, DGCS
CHIN Wuthina, Département de la Seine-Saint Denis, Attaché territorial, DGOS
CORMEROIS Audrey, AP-HP, Attaché d'administration hospitalière, DGOS
MISTICO Christian, Département du Val-de-Marne Attaché territorial, ARS OI, Ville de Roubaix, Attaché territorial, ARS Hauts de France
NOBLET Delphine, CCAS de Nanterre, Attaché territorial, ARS IDF
PELLETIER ROUGERIE Gaelle, Conseil départemental 93, Attaché territoriale, ARS IDF
RENE GABRIEL Murielle, Communauté d'agglomération Grand Sud Caraibes, Attaché territorial, DJSCS Guadeloupe
ROBERT Francois, Ministère de l'écologie de la transition écologique (INIGF), IECN, DS
ROLLAND Sébastien, Ville de Drancy, Attaché territorial, DRH/MSIRH
SICARD Anne-Christine, CNFPT, Attaché territorial, ARS BFC

Un vote séparé est organisé pour un dossier de détachement où il y a eu des candidatures internes. En effet, depuis plusieurs CAP, les organisations syndicales unanimes demandent que les candidatures internes soient privilégiées par les services.

Point n°6 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat suite à détachement

DE VECCHI Sophie, CNCP, professeure des écoles, DIRRECTE IDF
HERNANDEZ Karine, CHU Dijon, Attaché d'administration hospitalière, ARS BFC
JAMES Frédéric, Département de Martinique, Attaché territorial, DJSCS Martinique
LUCAS-PERRIN Laurence, CNFPT, Attaché territorial, DRJSCS Bretagne
MAZEL Christelle, DIRECCTE Bretagne, Attaché territorial, DIRECCTE Bretagne
MEGAL Olivier, Rectorat de l'Académie de Lille, Professeur d'éducation physique et sportive classe normale, DRJSCS Hauts-de-France/DDCS du Nord
PIBAROT, Agathe, Conseil départemental du Gard, Attaché territorial, DIRECCTE Occitanie
ROME Juliette Académie de Dijon, Professeur des écoles, DDCSPP de l'Yonne
TROMPIER Maxime, Région Normandie, Attaché territorial, ARS Normandie

Point n°7 : Examen de mutation avec changement de résidence administrative

AGATHE Frédéric, DIRECCTE Normandie, DIRECCTE IDF
MORVAN Annaïck, DGCS, DRJSCS IDF

Point n°8 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat

BOUZID-DUPENLOUP Sophie, Ministère de l'Intérieur, DGT

DIEMER Aurélie, Ministère de la culture, DGEFP

FAUCHIER Adrien, Ministère de l'Education nationale / Rectorat de Paris, DRH

GILARDEAU Guillaume, Ministère de la justice, DGS

JUMAIN-HACOUR Claire, Ministère de l'Education Nationale, DFAS

LE ROUX Edern, Ministère de l'Agriculture, DRH

LOPEZ-GUZMAN Caroline, MEN - Académie de Besançon, DDCSPP de la Haute-Saône

MOTYL-MOPAS Catherine, Services du Premier ministre, DGEFP

PEYRONIE Simon, Ministère de la justice, DGEFP

RAT Pierre-Antoine, Education Nationale, DGT

ROUAULT Vincent, Services du Premier ministre, DRJSCS Corse

RUBIETTO Hélène, Ministère de l'Ecologie, DGEFP

SPAETH Xavier, Ministère de l'économie et des finances, DIRECCTE PACA

THOUZE Anne-Sophie, Ministère de l'Intérieur / Préfecture du Nord, DRJSCS Hauts-de-France / DDCS du Nord

TOMASI Maryline, DDTM de la Corse du Sud, ARS Corse

WEHRUNG Magali, Ministère de l'économie et des finances, MNC

Un vote séparé est organisé pour huit dossiers de détachement où il y a eu des candidatures internes. En effet, depuis plusieurs CAP, les organisations syndicales unanimes demandent que les candidatures internes soient privilégiées par les services.

La CGT ne siège pas lors des ASSEMBLEE RESTREINTE N° 2 (APAE + AAEHC) et ASSEMBLEE RESTREINTE N° 3 (AAEHC). Un recours au tribunal administratif de Paris a été déposé (lire déclaration liminaire de la CAP du 28 mars).

Pour en savoir plus. Contactez vos élu.es à la CAP des AAE ou la permanence CGT

Olivier ROCHE	01 43 86 10 13	olivier.roche@social.gouv.fr
Susanne DUMMANN	01 40 56 72 46	susanne.dummann@sante.gouv.fr
Adrien DRIOLI-KOPIAN	04 71 46 83 62	adrien.drioli-kopian@direccte.gouv.fr
Michèle AÑEL-DIOS	06 42 57 02 29	michele.anel-dios@gard.gouv.fr
Robert GUTIERREZ	01 40 56 50 19	syndicat-cgt-adm-centrale@sante.gouv.fr

http://smast-cgt.fr/

http://cgt-tefp.fr/

https://www.snass-cgt.fr/